

Strasbourg le 29/11/2018

## **Parlons Intégration n° 7 - novembre 2018**

*Lettre d'information sur l'actualité de la formation linguistique pour les personnes nouvellement arrivées*

### **Les demandeurs d'asile : grands absents de la politique d'intégration des migrants**

France terre d'asile - octobre 2018

#### **Résumé :**

Selon un rapport du Migration Policy Centre, plus les réfugiés ont accès tôt à l'emploi, aux services et programmes facilitant l'insertion professionnelle et aux cours de langue, plus leur intégration est réussie.

Il y a un impact psychologique de l'attente liés à l'inactivité ; les personnes vivent mal l'immobilisme imposé pendant l'examen de leur demande, ayant le sentiment d'être infantilisés. À l'inverse, l'accès à l'emploi, aux formations linguistiques et professionnelles permettent aux demandeurs de se sentir utiles et moins dépendants.

Le Député Aurélien Taché recommandait dans son rapport que les demandeurs d'asile aient accès à des cours de langue dès le dépôt de leur demande ainsi qu'au marché du travail après 6 mois. Le gouvernement a repris certaines préconisations du rapport Taché.

Dans la loi Asile Immigration (loi Collomb) : réduction du délai d'accès au marché du travail de 9 à 6 mois pour les demandeurs d'asile.

Dans la stratégie nationale pour l'intégration et l'accueil des réfugiés, il est prévu que seuls les demandeurs d'asile dont la demande a une forte chance d'être acceptée ( personnes relocalisées ou arrivées avec un visa au titre de l'asile) puissent bénéficier dès leur arrivée en France de cours de langue.

Une tendance générale à faciliter l'accès au marché du travail pour les demandeurs d'asile se dessine en Europe, la France y fait exception.

En Belgique, les demandeurs d'asile ont accès au marché de l'emploi 4 mois après le dépôt de leur demande.

Les réticences à la mise en place de mesures d'intégration le plus tôt possible sont justifiées par le fait que certains demandeurs d'asile devront rentrer dans leur pays. Les apprentissages reçus peuvent aussi contribuer à un retour volontaire, digne et durable.

### **Les initiatives locales pour l'intégration des réfugiés**

France terre d'asile - octobre 2018

#### **Résumé :**

Le gouvernement cherche à impulser une nouvelle politique d'intégration des réfugiés impliquant l'ensemble du territoire ; ex le département de l'Eure

La stratégie nationale pour l'intégration des réfugiés a souligné la nécessité de mobiliser les acteurs locaux pour assurer une politique d'intégration réussie.

Le travail des acteurs locaux permet de trouver des logements vacants, de mieux cibler les offres d'emplois, d'offrir un accompagnement adapté à l'éducation ou la formation. Les villes représentent un foyer d'innovation car elles associent la société civile au secteur privé et permettent d'adapter les mesures aux besoins locaux. Pour l'OCDE cette coordination est encore peu généralisée.

Le département de l'Eure a mis en place une démarche de coordination.

Le dispositif Boost Eure lancé fin 2017 et financé par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) et le Conseil départemental a pour objectif de permettre à 15 jeunes réfugiés de moins de 25 ans d'être hébergés et de suivre une formation intensive en français. Les personnes bénéficient d'un accompagnement social et professionnel et participent à des périodes de mises en situation en milieu professionnel. A l'initiative du Préfet de l'Eure, de la Direccte, de Pôle Emploi , plusieurs jobs datings ont été organisés en 2018 entre réfugiés et employeurs.

### **Intégration des réfugiés : la France à la traîne**

L'Alsace - 23 novembre 2018

#### **Résumé :**

La France veut prendre modèle sur l'Allemagne pour mieux intégrer les étrangers qui obtiennent des papiers.

La France accueille de plus en plus de réfugiés, mais elle a du mal à les intégrer. La France a pris du retard par rapport à l'Allemagne. Seul un étranger sur 3 trouve un emploi dans les 5 premières années. À l'exil s'ajoute le déclassement.

En 2017, 262 000 étrangers ont reçu leur 1<sup>er</sup> titre de séjour. 32000 demandeurs d'asile ont obtenu la protection de la France.

L'apprentissage du français et l'accès à une formation puis à l'emploi sont les principaux freins à l'intégration.

En Allemagne, les réfugiés reçoivent 600h de cours d'allemand dont la moitié avant la fin de l'examen de la demande d'asile. En Suède, les cours de langue à temps plein durent jusqu'à 6 mois et se combinent avec une formation professionnelle débutant très rapidement.

En France, le comité interministériel à l'intégration de juin 2018 a décidé de doubler le nombre d'heures de français ; il est porté en 2019 à 400h et à 600 h pour les personnes analphabètes.

### **Jeunes majeurs : vers une amélioration du parcours d'autonomie**

France terre d'asile – octobre 2018

#### **Résumé :**

Des propositions émergent en vue d'accompagner ces jeunes et de répondre aux besoins spécifiques des mineurs non accompagnés (MNA).

La problématique de l'accompagnement vers l'autonomie des mineurs non accompagnés : à leur majorité, des jeunes placés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE, il s'agit d'une action sociale en faveur

de l'enfance et des familles). Pour beaucoup, la prise en charge et l'accompagnement s'arrêtent brutalement à 18 ans, compliquant leur parcours d'autonomisation et d'insertion. Ces jeunes se retrouvent dans une situation de grande précarité et près d'un tiers se retrouvent à la rue le jour de leurs 18 ans.

Face à cette situation, le conseil économique et social (CESE) saisi par le Premier ministre a publié un avis le 13 juin 2018. Il fixe un objectif : éviter les ruptures de parcours et de droits.

Il propose 2 scénarios :

- Garantir à tous les jeunes de plus de 18 ans, un parcours vers l'autonomie assorti d'une garantie de ressources ou
- Créer un droit spécifique pour les jeunes relevant de l'ASE

La loi Collomb intègre les recommandations du CESE, en prévoyant que la demande d'autorisation de travail des MNA possédant un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation soit automatiquement accordée, et que ceux ayant déposé une demande d'asile puissent continuer leur formation. Une proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables sera bientôt discutée au Parlement. Elle prévoit de rendre obligatoire la prise en charge des jeunes relevant de l'ASE jusqu'à leurs 21 ans et de permettre aux départements de la prolonger jusqu'au 25<sup>ième</sup> anniversaire. De plus, elle entend déconnecter la fin de la prise en charge par l'ASE de la date d'anniversaire du jeune afin qu'il puisse terminer son cycle scolaire et permettre un accès prioritaire aux logements sociaux.

### **Des réfugiés prêts à sauver la Vendée des tensions de recrutement**

Journal des entreprises - novembre 2018

#### **Résumé :**

En Vendée, les problèmes de recrutement ne cessent de s'accroître. Les demandeurs d'asile qui affluent sur le territoire ne demandent qu'à s'intégrer ; c'est pourquoi les formations Hope ont vu le jour.

Faute de main d'œuvre, les métiers en tension se multiplient sur le territoire vendéen : bâtiment, services à la personne, restauration, nettoyage industriel...

Pour intégrer Hope, les réfugiés doivent avoir le niveau minimum A1 en français. En Vendée, une société d'insertion a lancé d'autres programmes, en parallèle : des formations pratiques de 450h, qui intègrent un apprentissage du vocabulaire propre au domaine d'activité. Le bâtiment, les services, l'industrie sont les secteurs ciblés en priorité.

L'ensemble de la Vendée recherche de la main d'œuvre, la survie des entreprises est en jeu. Les entreprises cherchent des personnes qui se projettent sur le long terme, contrairement aux jeunes qui préfèrent des contrats courts ; dans ce cas, il est difficile de trouver des personnes expérimentées pour les postes les plus techniques. Dans certaines entreprises, il n'y a pas de candidats français. Pour faire tourner les entreprises, celles-ci recourent à de la main d'œuvre étrangère.

### **Les nouvelles routes migratoires vers l'Europe**

France terre d'asile - novembre 2018

#### **Résumé :**

Le nombre de migrants qui rejoignent l'Europe a atteint son plus bas niveau depuis 2014. À la fin du mois de septembre 2018, ils étaient moins de 100 000 à être entrés dans l'espace Schengen, 10 fois moins qu'en 2015. L'accord de 2016 entre l'UE et la Turquie pour bloquer les départs y est pour beaucoup, mais pas seulement.

Les routes entre Grèce et Turquie, Lybie et Italie sont en perte de vitesse. En 2018, les migrants tentent leur chance via le Maroc pour gagner l'Espagne. Le Maroc est sous pression, 6800 migrants y ont été interceptés, le double par rapport à 2015.

La plupart de ces migrants sont renvoyés à l'extrême sud du pays ou expulsés du pays.

L'Espagne est désormais le 1<sup>er</sup> pays d'entrée sur le sol européen.

L'autre sujet de préoccupation de l'Europe concerne les flux secondaires. Ce sont des mouvements de population au sein de l'Europe. De nouvelles routes voient le jour qui passent par l'Albanie, la Croatie, et la Slovénie. Les migrants arrivés en Italie se retrouvent aux Pays bas ; ils s'appellent alors des Dublinés. Car selon l'accord européen de Dublin, ils sont contraints de faire leur demande d'asile dans leur premier pays d'entrée, soit l'Italie. Aux Pays-Bas, ils sont illégaux et dans un statut précaire.

## **Veille Europe : France terre d'asile - octobre 2018**

### La Lybie ou l'impasse d'une solution migratoire européenne

#### Résumé :

Depuis le début de l'année 2018, le HCR a dénombré 13500 migrants et réfugiés interceptés par les gardes côtes libyens en Méditerranée. L'UE a renforcé sa coopération avec les autorités libyennes en confiant la coordination des opérations de sauvetage des migrants en Méditerranée aux gardes côtes libyens. Le rapatriement des migrants et réfugiés en Lybie et le sort qui leur y est réservé sont critiqués par l'ONU et les ONG. Pour le HCR, la Lybie n'est pas un pays sûr. Les pays qui y reconduisent les migrants secourus dans les eaux internationales s'exposent à des violations du droit international et notamment le principe du non refoulement. En 2012, l'Italie a été condamnée par la CEDH pour violation du principe de non refoulement après qu'un navire italien ait ramené des migrants en Lybie sans évaluer leur situation individuelle et les risques encourus.

Le sort réservé aux migrants rapatriés en Lybie inquiète les institutions onusiennes et les ONG.

La situation des migrants présents en Lybie s'aggrave à cause de la situation sécuritaire qui règne dans ce pays. Le pays est le théâtre d'une reprise d'affrontements entre groupes armés et milices.

Face à cette situation sécuritaire instable, le HCR et l'organisation internationale pour les migrations organisent depuis janvier 2018 des évacuations vers leur pays d'origine (11000 personnes entre janvier et juillet 2018)

### L'accès à l'Europe par la Méditerranée - retour sur 10 ans de politique européenne

#### Résumé :

Depuis près de 10 ans, la route méditerranéenne est au cœur des actualités européennes. La Méditerranée fait parler d'elle à cause des naufrages et décès. Ex : 360 morts à Lampedusa en 2013. Il y a 3 grandes routes maritimes pour rejoindre l'Europe depuis l'Afrique et le Moyen Orient :

- L'est Méditerranée reliant la Turquie à la Grèce
- La Méditerranée centrale reliant la Tunisie et la Lybie à l'Italie et Malte
- La Méditerranée de l'ouest reliant le Maroc à l'Espagne

22000 morts entre 2000 et 2015 ; 2800 en 2017

Les Etats européens sont soumis aux règles internationales de secours et de sauvetage en mer. Plusieurs traités relatifs au droit de la mer, la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritime de 1979, la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer de 1974, imposent aux Etats signataires l'obligation de fournir une assistance à toute personne en situation de détresse en mer sans discrimination ainsi que l'obligation de coopérer pour permettre le débarquement rapide des personnes secourues en un lieu sûr.

L'augmentation du nombre de décès en Méditerranée serait liée à la difficulté croissante pour les migrants d'accéder au territoire européen.

Pour contrer ce phénomène, l'UE n'a eu de cesse de renforcer sa politique d'accès à ses frontières extérieures.

Frontex a étendu son action vers le sauvetage en mer. En 2015, l'opération Triton a été lancée en Méditerranée centrale, à la suite de l'opération italienne Mare Nostrum lancée en 2013, qui a permis de sauver 166 000 personnes jusqu'à son démantèlement en novembre 2014.

Les ONG ont assuré en Méditerranée une contribution essentielle en matière de sauvetage. En 2015, la coopération entre plusieurs ONG, ainsi qu'entre organisations étatiques, a permis de sauver la vie de plus de 150 000 personnes. En 2016, un nombre croissant d'ONG s'est spécialisée dans le sauvetage en mer : SOS Méditerranée ont contribué à 40% des sauvetages entre 2017 et juin 2018.

Certains ont été accusés de contribuer au travail des passeurs. L'Italie, la Grèce et Malte ont déclenché des enquêtes à leur encontre. La plupart de ces actions ont débouché sur un acquittement ou un non lieu faute de preuves. En 2017 l'Italie a présenté un code de conduite à destination des ONG, leur interdisant de rentrer dans les eaux territoriales libyennes et de communiquer avec les trafiquants. L'Italie et Malte ont développé une nouvelle politique : placer sous séquestre les bateaux de sauvetage des ONG dans les ports les empêchent de faire débarquer les personnes secourues ou de repartir en mer. À l'été 2018, les autorités italiennes et maltaises ont refusé d'accueillir dans leurs ports les embarcations des ONG ayant secouru des personnes en mer. En juin dernier, le navire humanitaire de l'ONG SOS Méditerranée l'Aquarius a été contraint de patienter pendant plusieurs jours en mer.

### **Sitographie :**

[France-terre-asile.org](http://France-terre-asile.org) : Site de France terre d'asile. Ce site fournit régulièrement et chaque mois des informations sur la législation du droit d'asile, les droits des demandeurs d'asile et réfugiés politiques

[Accueil-migrants.traducmed.fr](http://Accueil-migrants.traducmed.fr) : ce site conçu par des équipes de la Cimade, est une base de données de 174 phrases disponibles en 38 langues dont l'albanais, l'ourdou, le pachtoun. Il s'agit d'un outil d'aide à l'accueil de personnes allophones, permettant d'énoncer oralement dans la langue de la personne des phrases prédéterminées de manière à établir un diagnostic de sa situation personnelle.

### **J'ai lu :**

J'apprends le Français, Marie Etchegoin

JC Lattés 286 pages :

Dans cet ouvrage Marie France Etchegoin, journaliste, nous relate son expérience de bénévole chargée d'apprendre le français à des demandeurs d'asile dans un centre d'hébergement d'urgence à Paris.

Migrants et réfugiés, Claire Rodier, Catherine Portevin

Ed la découverte 95 pages :

Ce livre se présente sous forme de questions réponses. Les 2 auteurs apportent des réponses aux questions sur les phénomènes migratoires, les demandeurs d'asile, la politique de l'Union européenne dans la gestion des flux migratoires et des demandeurs d'asile et l'accueil des migrants.

Pierre Massing

Chargé de mission DAFCO